

ASSEMBLEE GENERALE

SEPTIEME SESSION

Documents officiels



Jeudi 13 novembre 1952, à 10 h. 30

Siège permanent, New-York

SOMMAIRE

Page

Développement économique des pays insuffisamment développés: d) assistance en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.156 et Corr.1 et A/C.2/L.157) [suite] 119

Président: M. Jiri NOSEK (Tchécoslovaquie).

Développement économique des pays insuffisamment développés: d) assistance technique en vue du développement économique des pays insuffisamment développés (A/C.2/L.156 et Corr.1 et A/C.2/L.167) [suite]

[Point 25, d*)]

1. Mme WRIGHT (Danemark) affirme que le Gouvernement et le peuple danois s'intéressent de plus en plus au problème de l'assistance technique et financière à apporter aux pays insuffisamment développés pour assurer leur développement économique. Cependant, le terme "insuffisamment développé" leur déplaît, car le développement culturel de beaucoup de régions dites insuffisamment développées est aussi avancé que celui de certains pays plus développés sur le plan industriel. Un pays peut d'ailleurs être insuffisamment développé dans tel domaine, mais très développé dans tel autre. Par exemple, le Danemark a demandé le concours d'un expert des questions de service social familial dans le cadre du programme d'assistance technique, mais cela ne signifie nullement que le Danemark soit insuffisamment développé sur le plan social.

2. Le Gouvernement danois désire particulièrement améliorer la situation économique, sociale et de l'instruction au Groenland, pays sous-développé dont il assure l'administration. Les capitaux qu'il a investis au Groenland servent à créer de nouvelles stations de pêche, des centres de recherche, des conserveries, à acheter du matériel de pêche et à construire des logements, des hôpitaux, des écoles et des institutions de protection de l'enfance. Sa politique est conforme au principe généralement accepté de la participation du bénéficiaire aux charges financières et s'apparente aux réalisations mentionnées par presque tous les autres représentants des pays moins développés.

3. Le Gouvernement danois a appris avec grand plaisir les réformes sociales et fiscales réalisées dans d'autres pays, car les gouvernements participants sont ainsi assurés de l'augmentation du rendement de leurs

contributions. Il a aussi noté avec satisfaction les grands progrès réalisés par le Bureau de l'assistance technique pour résoudre le problème de l'utilisation des contributions versées en monnaies qui, comme celle du Danemark, ne sont pas facilement convertibles en dollars. Pour ces raisons, le Gouvernement danois votera volontiers pour le projet de résolution commun (A/C.2/L.156 et Corr.1) tendant à porter de 20 à 25 millions de dollars le montant total des contributions pour le programme de 1953 et espère pouvoir augmenter sa propre contribution dans la même proportion.

4. Le Gouvernement danois respecte le principe de la coordination, selon lequel les organes des Nations Unies doivent décider, de concert avec les pays bénéficiaires, de l'utilisation des contributions versées par les divers pays; mais, en plus de sa contribution au fonds commun, il envisage d'effectuer un versement supplémentaire, en vue de permettre d'organiser au Danemark des cours et des stages d'études pratiques; il s'agit là de mesures isolées, qui, par la suite, pourront avoir peut-être un caractère permanent.

5. Mme Wright pense, comme la représentante de la Suède, que le recrutement des experts pose un problème crucial. Il serait certainement utile, comme celle-ci l'a suggéré au cours de la 196^{ème} séance, de faire appel aux jeunes générations dans tous les pays. Une grande expérience pratique est indispensable également et il n'est pas toujours nécessaire que les experts aient une formation académique ou scientifique. Des experts du génie civil pourraient jouer un rôle très utile.

6. Le Danemark enseigne à sa main-d'œuvre agricole excédentaire l'usage des machines et le travail industriel; cette politique est certainement pratiquée aussi dans d'autres pays. Si des pays sous-développés s'intéressent à la question, le Danemark est prêt à accueillir dans ses écoles techniques des élèves étrangers, à condition qu'ils possèdent déjà une certaine formation et des connaissances linguistiques. De retour dans leur pays, ils pourraient ensuite y créer des écoles techniques avec l'aide de techniciens que le Danemark ou d'autres pays leur enverraient. En donnant une solide formation

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

professionnelle à la main-d'œuvre non qualifiée, on rassurerait les capitalistes étrangers, car l'existence des machines coûteuses se trouverait prolongée et leur rendement serait porté au maximum.

7. L'institut technologique de Copenhague envisage de donner des cours de formation technologique auxquels seront admis des ressortissants de pays moins développés; il envisage également de donner des cours sur les méthodes coopératives. Avec l'aide de l'Organisation internationale du Travail, un cycle d'études sur cette question aura lieu en 1953. Environ trente représentants de pays insuffisamment développés y prendront part. Ces cours pourront devenir permanents si assez de demandes parviennent des pays insuffisamment développés. Pour sa part, le Gouvernement danois veut démontrer qu'il croit à la valeur de l'enseignement théorique et pratique; il le prouve en se déclarant prêt à verser des fonds supplémentaires. En outre, les échanges d'étudiants auxquels ces cours donneront lieu favoriseront la compréhension internationale.

8. M. ABDELRAZEK (Egypte) affirme à nouveau que l'Egypte continue à soutenir le principe de l'assistance technique. Elle est fière d'être l'un des auteurs du projet de résolution commun qui fait l'objet du document A/C.2/L.156 et Corr.1, relatif aux contributions à verser en faveur du Programme élargi d'assistance technique.

9. Il s'associe aux déclarations faites par le représentant de la France lors de la séance précédente en ce qui concerne l'interprétation du paragraphe 3 du dispositif de la résolution. L'adoption de cette résolution n'engage pas les gouvernements à verser des contributions ou à augmenter les contributions actuelles pour atteindre les objectifs prévus pour le nouvel exercice financier, mais confirme simplement la résolution du Conseil économique et social et laisse les gouvernements libres d'agir en tenant compte de leur situation financière, ce qui est conforme au caractère facultatif du Programme élargi.

10. M. Abdelrazek note que la déclaration faite à la séance précédente par le Directeur général de l'Administration de l'assistance technique n'engage cette administration à suivre aucune ligne de conduite qui favorise soit les jeunes experts qualifiés soit les experts de réputation mondiale. Il donnerait personnellement la préférence aux experts dont la réputation est établie dans leur spécialité particulière, mais se rend compte que, dans la pratique, il n'est pas essentiel de suivre cette méthode de façon rigoureuse. Le développement économique général et les différents programmes de développement sont des questions relatives. D'ailleurs, l'âge ne joue pas un rôle important; le principal est que les experts choisis soient à la hauteur de leur tâche et possèdent une expérience suffisante. Il n'est pas nécessaire qu'ils soient des savants ou des professeurs renommés, mais ils doivent avoir une compréhension profonde de la situation des pays insuffisamment développés et être capables d'adapter leurs méthodes de travail aux conditions locales. Malheureusement, comme il a pu le constater, il n'en a pas toujours été ainsi.

11. M. Abdelrazek regrette que le Président directeur du BAT, qui est chargé de nommer les représentants résidents de l'assistance technique, n'ait donné, dans son exposé de la séance précédente, aucune indication sur sa politique future en matière de nomination.

12. Le représentant de l'Egypte rend hommage à l'esprit qui anime les amendements de l'Equateur (A/C.2/L.267), mais estime que, dans les circonstances actuelles, il ne serait pas pratique de rendre permanent le Programme élargi d'assistance technique.

13. Les événements se succèdent si rapidement qu'il est possible que d'ici un an le Programme ne réponde plus aux besoins et exige l'établissement d'un programme nouveau et plus élargi encore. En outre, le fait de donner un caractère permanent au Programme élargi, même pour une période de temps limitée, peut faire naître l'idée fausse que les pays insuffisamment développés sont condamnés à rester d'une façon permanente dans cette situation, ce qui ne correspondrait pas aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies.

14. M. Abdelrazek ignore sur quelle base a été calculé le chiffre de 40 millions de dollars pour 1954, mentionné dans le quatrième amendement proposé par l'Equateur (A/C.2/L.167). Dans son exposé du 8 novembre devant la Deuxième Commission, au cours de la 207^{ème} séance, le représentant de l'Equateur a soutenu que les pays qui contribueraient le plus au programme en seraient les plus grands bénéficiaires; cet argument n'est pas très solide. Dans les programmes internationaux, il convient que les pays riches apportent une contribution plus importante que les pays pauvres; en partant du même principe, il convient que l'assistance technique continue d'être accordée sur la base d'une répartition géographique équitable, quel que soit le montant des contributions de chaque région géographique.

15. Ne pouvant voter ni pour, ni contre les amendements proposés par l'Equateur, M. Abdelrazek se verra dans l'obligation de s'abstenir si le représentant de l'Equateur insiste pour les maintenir. De toute façon, voter pour ou contre importe peu; ce qui importe, c'est de réaliser des progrès solides et durables s'appuyant sur les propres efforts des intéressés.

16. M. WOULBROUN (Belgique) rappelle brièvement les raisons qui militent en faveur de la continuation du Programme élargi d'assistance technique. Le Programme a permis aux pays insuffisamment développés de mieux utiliser leurs ressources et d'élever leur niveau de vie; il représente une œuvre internationale pratique et désintéressée et, par l'échange de personnes, favorise une meilleure compréhension internationale. Ainsi que le Président directeur du BAT l'a fait observer, c'est une entreprise commune de 65 Etats qui apportent des contributions, de 60 Etats qui fournissent des experts et de 70 Etats et territoires qui reçoivent des services.

17. M. Woulbroun reconnaît, avec le représentant de la France, que les critiques adressées aux programmes d'assistance technique manquent de pertinence. La délégation belge reconnaît les difficultés considérables auxquelles le BAT et l'AAT ont dû faire face, mais estime qu'une œuvre considérable a été accomplie.

18. Après une certaine lenteur, au début, dans l'utilisation des services offerts par la Belgique, la situation s'est sensiblement améliorée. Un grand nombre d'experts belges servent actuellement à l'étranger et de nombreux boursiers étrangers sont venus étudier en Belgique. Le Gouvernement belge essaie de promouvoir une utilisation encore plus complète de sa contribution.

19. La délégation belge approuve le projet de résolution commun (A/C.2/L.156 et Corr.1). L'importance de la contribution belge pour 1953 dépendra du nombre des contributions apportées à ce programme par rapport à 1952, de l'importance des fonds recueillis, de l'importance des contributions individuelles et du degré d'utilisation des contributions antérieures de la Belgique. M. Woulbroun espère que ces éléments d'appréciation permettront en 1953 au Gouvernement belge de maintenir pour le moins le montant de la contribution qu'il a apportée en 1952.

20. Parlant des amendements proposés par l'Equateur (A/C.2/L.167), M. Woulbroun estime que les programmes en sont encore à leurs débuts et que ces propositions devront donc faire l'objet d'un examen attentif de la part des services compétents de chaque gouvernement. Il approuve les observations que le Président directeur du BAT a faites au sujet de la nécessité de développer progressivement le programme. On pourra peut-être aboutir un jour à un programme permanent, comme l'Equateur le propose dans son deuxième amendement; toutefois, la délégation belge préférerait ne pas prendre position immédiatement sur des propositions en ce sens. La solution la plus opportune serait peut-être d'en référer le principe au Comité de l'assistance technique et au Conseil économique et social. On pourrait retenir le paragraphe 5 que le quatrième amendement proposé par l'Equateur envisage d'ajouter au projet de résolution commun, qui ne suscite pas d'objections de la part de sa délégation.

21. M. O'NAGHTEN (Cuba) rappelle que sa délégation a déjà insisté lors de la discussion générale (201ème séance) sur l'importance qu'elle attache aux programmes d'assistance technique et indiqué de quelle manière Cuba profite des services fournis dans le cadre de ces programmes.

22. M. O'Naghten voudrait formuler quelques brèves observations sur les plus importants des problèmes d'assistance technique dont le Conseil économique et social et le Comité de l'assistance technique ont traité à leur dernière session. Dans le programme 1 du dispositif du projet de résolution commun (A/C.2/L.156 et Corr.1), la Commission note avec satisfaction les mesures prises par le Conseil dans sa résolution 433 A (XIV). Dans cette dernière, le Conseil, amendant sa résolution 222 (IX), créait un poste de Président directeur du Bureau de l'assistance technique. Cette résolution marquait un autre changement important: elle disposait en effet que les décisions relatives aux recommandations faites par le Président directeur ou les membres du Bureau devaient être adoptées d'un commun accord par le Président directeur et tous les membres du Bureau; toutefois, lorsque cet accord général ne serait pas réalisé, les recommandations ou propositions devaient être considérées comme adoptées si la majorité des membres du Bureau présents et votants et le Président directeur étaient d'accord. Certains représentants avaient pensé qu'il n'était pas judicieux d'accorder tant de pouvoir à une seule personne, mais le Conseil avait finalement adopté la résolution. La délégation cubaine est persuadée que la réorganisation du Bureau assurera une gestion plus efficace et mieux centralisée du programme d'assistance technique.

23. Passant ensuite à la résolution que le Comité de l'assistance technique a adoptée au sujet des frais

locaux des programmes d'assistance technique¹, qui doivent être assumés par les gouvernements bénéficiaires, M. O'Naghten déclare que c'est peut-être le point qui a soulevé le plus de discussions au Comité de l'assistance technique. C'est d'ailleurs, à son avis, le facteur qui a le plus contribué à entraver et à retarder l'exécution du programme d'assistance technique. Tous les représentants ont reconnu que cette question des frais locaux retardait la mise en vigueur du programme, mais ils n'ont pas été tous d'accord sur le meilleur moyen de surmonter cette difficulté. Enfin, une solution transactionnelle a été adoptée en vertu de laquelle le pays bénéficiaire serait, dans certains cas, dispensé de subvenir au logement et aux frais de voyage des experts à l'intérieur du pays et aux frais de voyage des titulaires de bourses de perfectionnement à l'étranger. En ce qui concerne les frais locaux, on a invoqué comme arguments d'une part les difficultés psychologiques auxquelles se heurtent certains gouvernements lorsqu'ils cherchent à recueillir les sommes nécessaires (c'est l'argument qui a été avancé par le représentant des Philippines au Comité de l'assistance technique) et d'autre part les difficultés dues à l'importance des sommes nécessaires. Le Programme élargi d'assistance technique est essentiellement coopératif; normalement les pays bénéficiaires devraient subvenir à une part considérable des frais des services techniques, comme le prévoit la résolution 222 (IX) du Conseil.

24. Le représentant de Cuba insiste sur la mesure dans laquelle les pays insuffisamment développés ont jusqu'ici coopéré à la mise en vigueur du programme. Les Etats-Unis ont versé environ 60 pour 100 des contributions au fonds spécial de l'assistance technique, 11 pays ont versé 20 pour 100 et les autres les 20 pour 100 restants. Ainsi, sur 10 dollars versés au fonds spécial, 8 dollars environ sont fournis par 12 pays économiquement développés et 2 dollars par les pays sous-développés. Mais ce n'est pas tout. Dans une note relative aux frais locaux, que le Bureau de l'assistance technique a soumise au Groupe de travail du Comité de l'assistance technique, le Bureau de l'assistance technique a déclaré que les pays insuffisamment développés assumaient en moyenne 50 pour 100 des frais locaux afférents à chaque programme. Ainsi donc, si l'on considère la contribution des pays insuffisamment développés en ce qui concerne tant le fonds spécial que les frais locaux on s'apercevra que les pays sous-développés versent 12 dollars sur 20 dollars consacrés à un projet donné. Les pays sous-développés versent donc chaque année 4 millions sur les 20 millions de dollars du Compte spécial, plus une somme égale au montant du fonds spécial, autrement dit 20 millions de plus. Il est à remarquer que cette somme de 24 millions de dollars est destinée uniquement au Programme élargi et qu'en outre, chaque pays sous-développé doit subvenir aux frais des programmes de recherche et de développement qu'il entreprend pour son propre compte. Ces chiffres permettront à la Commission de se faire une idée exacte du fardeau que supportent les pays insuffisamment développés et lui feront comprendre qu'il est nécessaire de les aider dans toute la mesure du possible, sans s'écarter bien entendu du principe de la participation du bénéficiaire aux charges financières du programme.

¹ Voir les *Procès-verbaux officiels du Conseil économique et social, quatorzième session, Annexes*, point 22, b, de l'ordre du jour, E/2304, annexe, II.

25. La délégation de Cuba espère que l'adoption par le CAT de la résolution sur les dépenses qui incombent aux gouvernements aidera considérablement à résoudre les difficultés; dans le cas contraire, la coopération de tous à l'œuvre de revision indispensable permettra d'atteindre les objectifs fixés. La délégation cubaine attend avec intérêt le prochain rapport du BAT sur la question. On lit dans le cinquième rapport du CAT au Conseil² que "le Comité et les organisations participantes ont unanimement convenu que les méthodes actuellement utilisées pour procéder à la répartition des dépenses locales avaient provoqué des difficultés, et notamment que certaines de ces dépenses, qu'on estimait jusqu'à maintenant devoir incombent normalement aux gouvernements des pays bénéficiaires, avaient empêché la réalisation du Programme dans les délais prévus".

26. Abordant la question des contributions futures au Compte spécial, M. O'Naghten rappelle que l'Organisation des Nations Unies, persuadée que le retard des pays insuffisamment développés est souvent dû moins au manque de ressources qu'au défaut de compétence technique, a tenté de résoudre le problème en créant le Programme élargi d'assistance technique. On célèbre dans tous les pays les possibilités du Programme; mais, alors que 55 pays ont versé plus de 20 millions de dollars pour le premier exercice financier, 65 pays n'en ont versé que 19 pour le deuxième. M. O'Naghten est extrêmement déçu de constater, sans sous-estimer pour autant les difficultés à vaincre, que de nombreux pays ont réduit leur contribution pour le deuxième exercice, alors même qu'ils n'ignorent pas les résultats obtenus au cours du premier. Non content d'essayer d'obtenir la contribution au Compte spécial d'un nombre de pays aussi grand que possible, il insistera donc pour que ceux qui ont déjà contribué dans le passé continuent à le faire aussi généreusement qu'ils pourront, de façon à ce que l'on puisse élargir le Programme.

27. La délégation de Cuba votera pour le projet de résolution commun (A/C.2/L.156 et Corr.1). Elle constate avec satisfaction que l'Equateur a présenté des amendements (A/C.2/L.167) tendant à obtenir le maximum d'appui financier en faveur du Programme. M. O'Naghten n'est pas sûr toutefois qu'il sera possible de recueillir les 40 millions de dollars dont il est question au quatrième amendement. Le chiffre de 25 millions de dollars que le Conseil s'est fixé comme objectif a été choisi en considération à la fois des besoins des pays insuffisamment développés et des possibilités pratiques de réaliser les programmes projetés. M. O'Naghten pense donc qu'il vaut mieux ne pas fixer de chiffre précis avant de connaître le détail du programme pour 1954.

28. Il félicite l'Administration de l'assistance technique et les experts des résultats qu'ils ont obtenus.

29. M. TAYLOR (Canada), soulevant une motion d'ordre, demande au Président directeur du BAT de dire ce qu'il pense du chiffre de 40 millions de dollars proposé comme objectif pour 1954; il voudrait savoir comment on est parvenu à ce chiffre.

30. M. OWEN (Président directeur du Bureau de l'assistance technique) félicite la délégation de l'Equateur d'avoir manifesté un intérêt et un zèle aussi vifs à l'égard du Programme. Le représentant de l'Equateur

n'a eu d'autre intention que d'élargir le Programme et d'indiquer dans quelle mesure il devrait à son avis être élargi.

31. Il y a beaucoup à retenir des observations que le représentant de Cuba a faites sur le rythme auquel il convient de procéder à cet élargissement. M. Owen propose de laisser le soin de prendre une décision pour 1954 aux experts du BAT et du CAT, qui tiendront compte de tous les facteurs pertinents, et notamment de la possibilité de recruter des experts.

32. M. MADRIGAL (Philippines) fait observer que le projet de résolution commun, à la rédaction duquel sa délégation a participé, note avec satisfaction les résultats accomplis jusqu'ici par le Programme élargi d'assistance technique et vise à faire approuver par l'Assemblée générale les dispositions administratives et financières prises par le Conseil à sa quatorzième session. On peut considérer l'objectif de 25 millions de dollars dont il est question dans le projet de résolution commun comme un encouragement d'ordre psychologique tendant à stimuler les efforts. Dans la mesure où les contributions de l'année précédente peuvent servir d'indication, il est raisonnable d'espérer que cet objectif pourra être atteint.

33. L'assistance technique représente l'un des efforts les plus constructifs des Nations Unies et constitue une réponse aux espérances de millions d'habitants des régions insuffisamment développées. Jusqu'à présent, l'assistance technique fournie en vertu du Programme élargi s'est étendue à environ 90 pays et territoires; les sommes recueillies au titre du Programme de 1952 ont déjà été entièrement allouées. Le Programme pourra être révisé par le Conseil, agissant par l'intermédiaire du Comité de l'assistance technique; de nouvelles mesures seront prises à la lumière de l'expérience acquise.

34. M. Madrigal rappelle que sa délégation, au cours de la quatorzième session du Conseil, a vigoureusement plaidé en faveur d'un assouplissement des principes actuellement suivis en ce qui concerne les dépenses locales qui incombent aux gouvernements bénéficiaires. Elle a signalé que les difficultés éprouvées par les pays insuffisamment développés à régler ces dépenses risquent de restreindre les bienfaits du Programme. Une résolution a été adoptée qui recommande une politique plus libérale en ce qui concerne les dépenses locales. Le Gouvernement philippin juge cette nouvelle attitude extrêmement utile.

35. M. Madrigal évoque l'assistance technique que son pays a reçue des Nations Unies dans les domaines suivants: tissage, production de pâte à papier, travaux hydro-électriques, usines d'engrais et mines. Les demandes d'assistance technique ont fait l'objet d'une coordination de sorte qu'il n'y a pas eu double emploi entre l'assistance technique fournie par les Nations Unies et celle qui a été dispensée aux Philippines en vertu des programmes de l'Administration de coopération économique et de l'Agence de sécurité mutuelle.

36. Le représentant des Philippines déclare qu'il est heureux de voter en faveur du projet commun de résolution. Il pense, avec le représentant de l'Equateur, qu'il faut rendre permanent le Programme élargi d'assistance technique. Il serait sans doute utile que le Comité de négociation pour les fonds extra-budgétaires prenne contact aussitôt que possible avec les gouvernements au sujet des contributions qu'ils se sont engagés

² Ibid., E/2304.

à verser au Compte spécial. Des raisons de procédure constitutionnelle empêcheront toutefois le Gouvernement philippin de donner une réponse certaine au Comité de négociation avant novembre; de même, il ne pourra pas prendre d'engagement pour une période de quatre ans. Compte tenu de ces réserves relatives au quatrième amendement de l'Equateur, la délégation des Philippines votera en faveur des propositions contenues dans le document A/C.2/L.167.

37. M. LUBIN (Etats-Unis d'Amérique) déclare que, de l'avis de sa délégation, la nomination d'un Président directeur du BAT est la plus importante des mesures prises jusqu'à présent pour augmenter l'efficacité de l'ensemble des activités d'assistance technique. Le Conseil économique et social, en fixant le mandat de ce Président, lui a imposé de lourdes responsabilités. Il lui faut, pour réussir, l'appui sans réserve de l'AAT et des institutions spécialisées. Cela veut dire que chaque gouvernement est tenu d'harmoniser le point de vue qu'il exprime aux Nations Unies et celui que ses délégations expriment devant les institutions spécialisées. Même si les discussions au sein des institutions spécialisées sont plus limitées et plus particulières, les gouvernements n'en doivent pas moins veiller à ce que leurs délégations ne se fassent pas les champions d'intérêts particuliers et n'appuient pas des propositions incompatibles avec l'attitude qu'elles adoptent à la Deuxième Commission. C'est là une considération que les gouvernements doivent avoir toujours présente à l'esprit lorsqu'ils donnent leurs instructions aux délégations chargées de les représenter aux conseils d'administration des institutions spécialisées.

38. Tout en reconnaissant que le Programme doit être fondé sur la coopération, le CAT a jugé, à l'unanimité, que la façon dont on fixe actuellement les dépenses locales a, dans bien des cas, causé des difficultés, et il a demandé au BAT d'étudier les moyens de surmonter ces difficultés. Un groupe de travail financier du BAT doit se réunir d'ici peu et fera connaître ses conclusions en décembre à un groupe de travail du CAT. La délégation des Etats-Unis étudiera ces suggestions avec le plus grand soin. Elle est convaincue qu'avec plus d'expérience, on arrivera à trouver une solution satisfaisante.

39. M. Lubin partage l'avis du Président directeur du BAT au sujet de l'importance des représentants à demeure de l'assistance technique, qui s'occuperaient de coordonner les programmes bilatéraux et multilatéraux dans leur région, tout en coordonnant les travaux entrepris par plusieurs institutions dans le cadre des programmes multilatéraux et tout en remplissant les fonctions de représentants du BAT dans les consultations avec les gouvernements. La coordination des activités multilatérales et bilatérales rendrait de grands services à ceux qui sont responsables de ces dernières.

40. L'assistance technique en matière d'administration publique et de services gouvernementaux est indispensable au succès technique et financier des programmes de développement économique. En effet, les experts d'assistance technique doivent s'en remettre aux services des gouvernements bénéficiaires du soin d'exécuter les programmes qu'ils ont recommandés. Il y aurait beaucoup à apprendre d'un échange de renseignements entre gouvernements et de rapports qui indiqueraient comment différents pays ont résolu les mêmes problèmes administratifs. Il serait probable-

ment préférable que cet échange de renseignements ait lieu entre pays d'une même région. Il y a un manque certain de fonctionnaires qualifiés, en particulier dans les pays qui sont en voie de développement. Les bourses accordées dans ce domaine et les cycles d'études en préparation sont d'une grande utilité. Le Gouvernement des Etats-Unis, qui a, pour sa part, trouvé cette méthode très fructueuse, continuera à coopérer pleinement aux programmes multilatéraux destinés à fournir ce genre d'assistance technique.

41. La coordination entre les programmes des Nations Unies et ceux que le Gouvernement des Etats-Unis met en œuvre dans un grand nombre de pays insuffisamment développés s'est récemment améliorée de façon fort satisfaisante. La coordination a lieu sur place; la mise au point se fait dans les capitales des pays bénéficiaires. Dans bien des cas, malgré la difficulté de recruter du personnel qualifié et de trouver les crédits nécessaires, les gouvernements bénéficiaires ont créé des comités chargés à la fois d'organiser le développement économique et de coordonner les différents projets d'assistance technique.

42. Le Gouvernement des Etats-Unis est le premier à reconnaître les difficultés que posent, pour tous les gouvernements, les contributions au Programme élargi. Il croit néanmoins que ce programme est indispensable au succès de la tâche commune qui consiste à élever le niveau de vie des populations du monde entier. Il appuie donc sans réserve la requête du Président directeur et invite tous les gouvernements à la prendre en considération. Il faut réunir de nouveaux fonds pour 1953, 25 millions de dollars au moins, soit une augmentation de 6.500.000 dollars. Cela suppose bien entendu le versement de contributions plus élevées et la participation des gouvernements qui n'ont pas jusqu'à présent contribué au Programme.

43. En ce qui concerne les amendements de l'Equateur (A/C.2/L.167), M. Lubin appuiera le troisième amendement et la première partie du quatrième, qui permettent au Comité de négociation de commencer à s'occuper plus tôt des versements pour 1954. Il appuiera également le premier amendement, car il estime que le Programme a déjà fait ses preuves. Il ne peut appuyer le sixième paragraphe proposé dans le quatrième amendement. En vertu du système constitutionnel et législatif des Etats-Unis, le Gouvernement de ce pays ne peut s'engager quatre ans ni même deux ans à l'avance. En outre, les dispositions financières actuelles ont été prises à titre expérimental et doivent être modifiées d'année en année; cette souplesse est nécessaire. Il ne peut non plus appuyer la proposition qui fixe un objectif de 40 millions de dollars pour 1954. Il ne peut engager son Gouvernement pour une date aussi éloignée et c'est, de toute façon, au Conseil économique et social qu'il appartient de fixer cet objectif, s'il le juge bon. Le Conseil ne devrait le faire qu'après avoir pris connaissance de l'œuvre accomplie en 1952 et 1953 et étudié les plans pour 1954. Le Président directeur semble approuver cette interprétation. Il ressort clairement du quatrième rapport du BAT au CAT (E/2213) que, étant donné les difficultés d'ordre pratique soulevées par le recrutement des experts et l'examen des demandes, une brusque augmentation des contributions n'entraînerait pas d'avantages correspondants. Le Président directeur a déjà déclaré qu'un accroissement progressif de l'effort était préférable à une augmentation brusque.

44. M. RUYGERS (Pays-Bas), parlant de la question des experts envoyés dans les pays insuffisamment développés au titre du programme d'assistance technique, dit que sa délégation ne partage pas entièrement l'opinion du représentant de l'Égypte, selon laquelle on devrait choisir des experts jouissant d'une renommée mondiale. Dans la plupart des cas, lorsqu'il s'agit de résoudre un problème pratique, ce n'est pas en choisissant un nom connu qu'on aura trouvé l'homme qui convient. En particulier, lorsque la nature du travail exige que l'on offre aux experts un contrat à long terme, il ne faut pas que le groupe dans lequel on doit faire un choix soit trop restreint. Il semble que la FAO s'en soit rendu compte. En outre, dans certains cas, on a besoin de la collaboration de deux ou de plusieurs experts. La délégation des Pays-Bas estime que l'on devrait appliquer des normes plus souples de façon à pouvoir, au besoin, envoyer plusieurs experts.

45. En ce qui concerne le Programme élargi, M. Ruygers pense qu'il serait possible d'améliorer la coordination des activités au sein des organisations et dans les pays eux-mêmes. En outre, une plus grande concentration des efforts dans un nombre plus restreint de domaines peut donner des résultats plus efficaces. Les possibilités futures et les aspects du développement économique général devraient jouer un rôle prépondérant dans le choix des travaux à entreprendre. Enfin, les Pays-Bas qui, si l'on tient compte de leurs ressources nationales, ont apporté une contribution importante dans le domaine de l'assistance technique s'intéressent tout particulièrement à ce que le travail se fasse dans les meilleures conditions d'économie et d'efficacité. M. Ruygers a noté avec satisfaction les assurances données par M. Keenleyside à la Cinquième Commission³; il est sûr que les propositions constructives présentées par le Comité consultatif permettront d'obtenir les meilleurs résultats possibles avec les fonds dont on dispose.

46. Pour montrer l'intérêt que les Pays-Bas portent à l'œuvre d'assistance technique, M. Ruygers signale à la Commission que l'on a créé aux Pays-Bas un Institut des études sociales dont l'objectif général est de développer les connaissances dans le domaine des sciences sociales considérées tout spécialement sous leurs aspects comparatif et international. L'Institut a été ouvert en octobre 1952. Il compte des étudiants de pays tels que l'Inde, le Pakistan, la Thaïlande, les États-Unis, l'Égypte et le Royaume-Uni. L'Institut a été créé grâce aux efforts combinés de toutes les universités des Pays-Bas, qui fournissent la plupart du personnel enseignant. Cet Institut, qui est subventionné par le Gouvernement, est cependant une organisation indépendante, libre d'adapter son programme aux besoins actuels et à ceux qui se feront sentir dans l'avenir.

47. La délégation des Pays-Bas apporte son appui sincère au projet de résolution commun (A/C.2/L.156 et Corr.1). M. Ruygers donnera plus tard son avis au sujet des amendements de l'Équateur (A/C.2/L.167). Il rend hommage à l'œuvre accomplie par l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, par l'intermédiaire notamment du Conseil, du Comité de l'assistance technique, du Bureau de l'assistance technique et de l'Administration de l'assistance technique.

48. La délégation des Pays-Bas s'engage à donner son plein appui au Programme élargi au cours de l'année qui vient. Une proposition tendant à verser au Compte spécial un montant légèrement supérieur à celui de l'année précédente a été présenté au Parlement des Pays-Bas, au titre du budget de 1953. À ce sujet, M. Ruygers déplore que certains pays ne réussissent pas à faire coïncider leurs actes avec leurs paroles.

49. Il espère que l'œuvre d'assistance technique se développera progressivement et contribuera à créer des liens plus étroits entre les peuples du monde et à assurer la paix et la sécurité sociale.

50. M. UMARI (Irak) déclare qu'il a insisté, au cours de son précédent exposé (205ème séance) sur certaines questions, qui, dans le domaine de l'assistance technique, lui tenaient particulièrement à cœur. La réponse de M. Keenleyside, au cours de la 209ème séance, l'a convaincu que les fonctionnaires responsables de l'Administration de l'assistance technique ont pleinement conscience de leurs responsabilités et font de leur mieux pour les assumer scrupuleusement. M. Umari n'est cependant pas d'accord avec M. Keenleyside lorsqu'il dit que le terme "insuffisamment développé" est vague. Bien que l'on n'ait pas donné de définition de ce terme, on estime généralement qu'il désigne des pays qui manquent de personnel qualifié, d'experts et d'équipement technique. Le fait que l'on s'attache surtout à fournir une assistance technique à ces pays n'empêche pas, dans certains domaines spécialisés, d'accorder une aide à des pays plus développés, comme l'a suggéré le représentant du Danemark.

51. M. Umari rend hommage à la conception dynamique que le Président directeur se fait de l'assistance technique, car des progrès dans le domaine économique s'imposent de toute urgence. Il a constaté également avec plaisir que le Président directeur s'est aperçu combien il est délicat d'accepter ou de fournir une telle assistance; il estime qu'en fournissant cette aide par l'intermédiaire des Nations Unies et des institutions spécialisées, on pose les fondements d'une interdépendance internationale. On peut faire en sorte que les pays insuffisamment développés aient le sentiment qu'ils participent à l'œuvre commune non seulement du fait qu'ils reçoivent une assistance mais encore du fait qu'ils accueillent les experts dans leurs propres organisations.

52. M. Umari déclare que son pays apprécie à sa valeur l'aide des institutions spécialisées dont l'Irak fait partie.

53. Il appuie le projet de résolution commun qui a pour objet de renforcer la collaboration internationale en mettant en commun les ressources de toutes les institutions intéressées. Les amendements de l'Équateur (A/C.2/L.167) ne lui semblent pas opportuns; mais il faut espérer que le temps n'est pas loin où il pourra être adopté utilement.

54. U TINT SWE (Birmanie) appuie le projet de résolution commun et, dans l'ensemble, les amendements de l'Équateur. Les arguments qui ont été formulés contre le sixième paragraphe proposé dans le quatrième amendement de l'Équateur seraient justifiés si l'objectif de 40 millions de dollars prévu pour 1954 n'était pas qualifié de "possible".

55. Les amendements au préambule sont acceptables puisque le Programme a été, est, et continuera certai-

³ Voir les *Documents officiels de l'Assemblée générale, septième session, Cinquième Commission, 345ème séance.*

nement d'être un moyen international efficace d'aider au développement économique. On peut voir, dans le chapitre pertinent (par. 104 à 151) du second volume du quatrième rapport du Bureau de l'assistance technique (E/2213), l'importance que ce programme a eue pour la Birmanie au cours du premier exercice financier du programme; cette assistance a continué au cours du second exercice. Malgré quelques fautes et quelques retards inévitables, le Programme élargi a été appliqué avec succès. Les références à la résolution 433 A (XIV) et 433 B (XIV) du Conseil dans le projet de résolution commun se justifient par les résultats obtenus. La délégation de l'Irak n'est pas

opposée aux mesures financières exposées au paragraphe 4 de la résolution 433 B (XIV) du Conseil. Tous les pays participants pourraient, du moins en principe, appuyer le paragraphe 4 du projet de résolution commun. Il est possible que certains pays ne puissent apporter une contribution importante pour le nouvel exercice financier et que d'autres pays n'aient pas fait entièrement honneur aux engagements qu'ils avaient pris précédemment; mais tous les pays participants voudront certainement donner tout ce qu'ils pourront dans le plus bref délai possible.

La séance est levée à 13 heures.

